

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORATOIRE OXENA

Rue Marc Seguin – ZI La Motte
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20251106-RAP-DAEN1179
Code AIOT : 0006102660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour but de vérifier la conformité de l'étiquetage des produits chimiques et déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel. Les parties extérieures ont été contrôlées ainsi que le stockage « produits finis ».

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|---|---|--|--|-----------------------|
| NC1_2025quater – Quantités maximales autorisées | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4 | Mise en demeure | Poursuite de la mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |
| NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2 | Avec suites, Astreinte | Poursuite de l'astreinte | / |
| NC1_2025-5 – Fuites sur les GRV de produits chimiques à l'extérieur | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | Immédiat |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|---|
| NC6_2025quater – Mégots de cigarette en zone produits finis | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.13.4 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| NC4_2025quater – Pastilles de chlore | Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| NC5_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud | Arrêté préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.1 | Poursuite partielle de l'astreinte pour la partie procédure | Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif principal de l'inspection était de vérifier la conformité de l'étiquetage des produits chimiques et des déchets. Il a été constaté que cela avait été partiellement fait. Ce point de l'astreinte se poursuit donc.

Le contrôle des étiquetages a été l'occasion de détecter des fuites sur une dizaine de contenants GRV avec de l'eau de Javel, sans que ce soit préalablement identifié par l'exploitant. Ces conditions d'opération ne sont pas acceptables.

Concernant la diminution des quantités stockées sur site, il s'avère que ces dernières ont diminué mais restent tout de même supérieures aux quantités autorisées pour la rubrique 4741. La phase de

contradictoire de la mise en demeure doit se poursuivre.

Concernant la procédure de surveillance et de vérification de l'étanchéité de la bâche du bassin Sud, l'exploitant a transmis une procédure répondant à la prescription. Cela permet de lever la mise en demeure et l'astreinte associée.

Globalement, la situation ne s'améliore pas significativement malgré les sanctions engagées.

2-4) Fiches de constats

NC1_2025quater – Quantités maximales autorisées

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.1.4 | | |
|--|---|--|
| Thème(s) : Situation administrative, Quantités maximales stockées | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure (en cours de contradictoire)• date d'échéance qui a été retenue : / | | |
| Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau | | |
| Rubrique ICPE et régime* | Intitulé de la rubrique | Volume d'activité |
| 2630-b) (D) | Détergents et savons (fabrication de ou à base de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 50 t/j | capacité de production = 10 t/j |
| 4510-1 (A) SEVESO seuil haut | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t | 455 t d'eau de javel à 12,5 % et 9,6 % + 30 t d'autres produits Quantité totale susceptible d'être présente = 485 t |
| 4741-1 (A) SEVESO seuil haut | Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t | voir annexe « informations sensibles – données non communicables au public » |
| 2663-2-c) (DC) | Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières | Bidons plastiques dans le local de stockage des |

| | | |
|--|--|--|
| | plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³ | emballages Volume susceptible d'être stocké = 2 000 m ³ |
|--|--|--|

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) ou NC (Non Classé)

Constats :

Constats du 25/09/2025 :

L'état des stocks du 25/09/2025 indique la présence de quantités d'eau de Javel supérieures au seuil de l'autorisation. Les quantités ne sont pas diffusables au public.

L'état des stocks du 30/09/2025 transmis par courriel indique la présence de quantités d'eau de javel supérieures au seuil de l'autorisation. Les quantités ne sont pas diffusables au public.

Les quantités de produits dangereux pour l'environnement, stockées, sont donc nettement supérieures aux quantités autorisées. L'exploitant ne respecte pas les quantités maximales autorisées pour la rubrique 4741.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 25/09/2025 :

L'exploitant doit respecter les quantités maximales autorisées en produits dangereux pour l'environnement à n'importe quel moment. Les stocks doivent être réduits sous 15 jours.

Une mise en demeure est proposée sur ce point à madame la préfète.

Constats du 04/11/2025 :

L'état des stocks du 04/11/2025 indique la présence de quantités d'eau de javel supérieures au seuil de l'autorisation. De plus, l'état des stocks ne prend pas en compte la présence d'au moins 120 m³ de produits contenant de l'eau de Javel situés à l'extérieur. Les quantités ne sont pas diffusables au public.

Il en est de même pour l'état des stocks du 05/11/2025 transmis par courriel du 05/11/2025.

La phase de contradictoire de la mise en demeure doit être poursuivie.



*Zone de stockage de GRV de produits dangereux
côté Ouest (environ 100 t)*



Autre photo de la zone Ouest



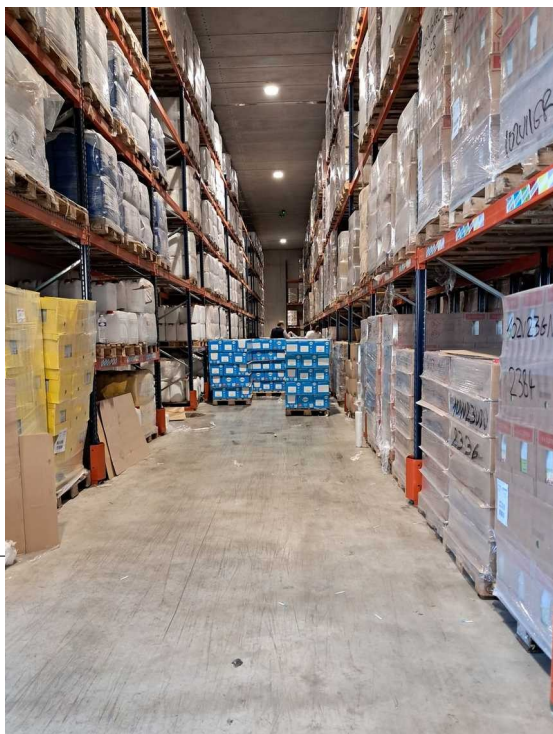
Stockage de GRV d'eau de Javel dans la zone extérieure Nord du bâtiment de produits finis



Allée remplie de produits finis dans l'entrepôt « produits finis »



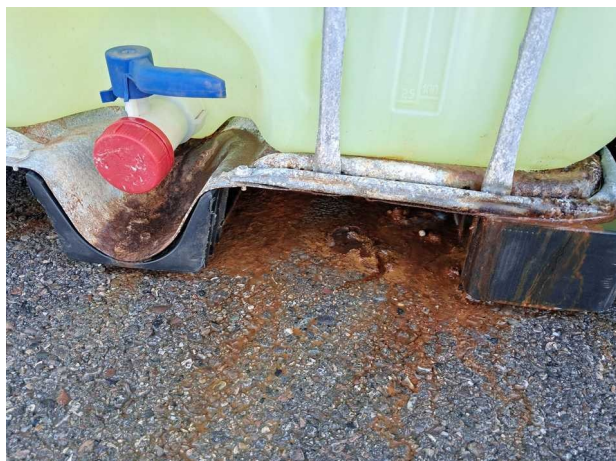
Autre allée remplie de produits finis dans l'entrepôt « produits finis »



| |
|---|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les quantités maximales autorisées en produits dangereux pour l'environnement à n'importe quel moment. Les stocks doivent être réduits sous 15 jours. La poursuite de la phase contradictoire de la mise en demeure est nécessaire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Poursuite de la mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 15 jours |

NC1_2025-5 – Fuites sur les GRV de produits chimiques à l'extérieur

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. |
| Constats : L'inspection a constaté qu'une dizaine de GRV fuyards contenant des produits javellisés sont stockés sur des zones de voirie. Les fuites sont en goutte-à-goutte. Il est à noter que les eaux de voirie sont récupérées et envoyées vers le bassin de rétention Sud. Un nombre important de GRV remplis ne disposent pas de bouchon obturant après la vanne de manœuvre en pied de GRV. Cette mauvaise pratique engendre des fuites tel qu'indiqué ci-avant et également des risques importants d'épandage en cas de manœuvres accidentelles de la vanne (déversement important possible). |



GRV d'eau de javel fuyard au goutte-à-goutte dans la zone extérieure Nord du bâtiment de produits finis



GRV sans bouchon obturateur de pied

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit stocker ses produits/déchets dans des conditions de prévention des pollutions (emballages intègres et en bon état). La mise en place des bouchons de pied des GRV est une bonne pratique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Délai : Immédiat

NC4_2025quater – Pastilles de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Nouveau produit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2025

Prescription contrôlée :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Constats du 25/09/2025 :

L'état des stocks transmis le 30/09/2025 mentionne la présence de 7,3 t de pastilles de chlore. Par courriel du 30/09/2025, faisant suite au questionnement de l'inspection, l'exploitant indique qu'il s'agit d'un « produit de négoce ». Il précise n'avoir en stock d'une manière régulière qu'environ 1 palette de ce produit « Pastilles de chlore » et que le produit rentre dans le classement sous la rubrique 4510.

Dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant s'est clairement engagé à ne plus commercialiser de pastille de chlore : page 12 « Le site ne commercialisera plus les pastilles chlorées. » et page 66 « Le site ne commercialisera plus les pastilles chlorées (conditionnées en pot de 500 g ; cette activité sera supprimée. »

Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité du produit « COMPRIMÉS CLEANPILL » du 06/04/2022 révision 1. Ces pastilles contiennent du troclosène sodique (n°CAS 51580-86-0 – autre nom : Dichloro isocyanurate de sodium) à plus de 75 %. Il est mentionné que ce produit n'est pas comburant dans la FDS. Elle mentionne que le produit est H400 « Très toxique pour les organismes aquatiques » et H410 « Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme ». La fiche INRS d'octobre 2024 n°220 sur le Dichloroisocyanurate de sodium mentionne que cette substance est bien comburante. Les données sont donc contradictoires.

En tout état de cause, l'exploitant n'a pas respecté son engagement de ne plus stocker de pastilles de chlore. Les risques associés à ces produits sont susceptibles d'être différents des risques liés à l'eau de javel. De plus, il n'a pas porté à la connaissance de madame la préfète tous les éléments d'appréciation relatifs à cette nouvelle activité, notamment concernant les risques associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 25/09/2025 :

L'exploitant doit porter à la connaissance de madame la préfète tous les éléments d'appréciation relatifs à cette nouvelle activité de stockage de pastilles de chlore, notamment concernant les risques associés sous 15 jours. Dans l'attente, le stock doit être supprimé.

Constats du 04/11/2025 :

Par courriel du 30/10/2025, l'exploitant a informé l'inspection de la suppression des pastilles de chlore du site depuis le 29/10/2025. L'exploitant réitère son engagement à ne plus avoir ce type de produit.

Lors de la visite du 04/11/2025, l'exploitant indique ne toujours pas avoir de pastilles de chlore sur site. L'état des stocks transmis le 04/11/2025 indique la présence de 6 t de pastilles de chlore.

Par courriel du 05/11/2025, l'exploitant indique avoir eu un souci d'expédition des pastilles de chlore fin octobre. Il indique que ces pastilles sont désormais expédiées et qu'il n'y en a plus sur site. Un état des stocks est transmis. Ce dernier indique l'absence de pastilles de chlore.

L'inspection considère que ce point est clôturé. Il conviendrait tout de même que l'exploitant s'assure de la réalité des mesures mises en œuvre avant d'indiquer officiellement à l'inspection qu'elles sont mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suites

NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2

Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 09/10/2023, du 03/10/2024, du 10/12/2024, du 29/04/2025 et

| |
|---|
| <p>du 25/09/2025</p> <ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : / |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle. L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.</p> <p><u>Constats du 25/09/2025 :</u></p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé une campagne d'étiquetage mais que les moyens de collage des étiquettes n'ont pas été suffisamment efficaces. Les étiquettes se sont donc, pour partie, détériorées ou envolées.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté que les grandes cuves de javel extérieures ont eu des étiquettes qui sont partiellement enlevées. De nombreux GRV (plusieurs dizaines) n'ont pas d'étiquetage ni du nom du produit ni les pictogrammes et mentions de dangers ou comporte le nom de l'ancien produit contenu.</p> <p>La mise en demeure n'était pas respectée. L'astreinte s'est donc poursuivie.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 25/09/2025 :</u></p> <p>L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence).</p> <p><u>Constats du 04/11/2025 :</u></p> <p>Par courriel du 17/10/2025, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des GRV extérieurs avaient été étiquetés, photos à l'appui.</p> <p>Par courriel du 27/10/2025, l'exploitant a indiqué que les cuves de Javel extérieures MAP ont été étiquetées, photos à l'appui.</p> <p>Lors de la visite du 04/11/2025, l'inspection a constaté la présence d'au moins une cinquantaine de GRV non étiquetés et certains avec des étiquetages obsolètes (étiquetages d'anciens produits contenus dans les GRV). L'exploitant indique que ces GRV contiennent des produits javellisés ou des eaux issues de la rétention de cuves extérieures de javel. Les cuves extérieures de javel MAP (cuves noires extérieures) disposent bien d'un étiquetage conforme.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée. L'astreinte se poursuit donc.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

NC5_2024 – Etanchéité bassin de rétention Sud

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors des visites d'inspection du 03/10/2024, du 10/12/2024, du 29/04/2025 et du 25/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Poursuite partielle de l'astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : /

Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications sont effectuées au moins annuellement.

Constats :

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point de contrôle.

L'exploitant n'avait pas répondu à la mise en demeure. Une astreinte administrative a donc été prise le 28/07/2025.

Constats du 25/09/2025 :

La procédure de vérification de l'étanchéité n'a pas été présentée. L'exploitant a donc répondu partiellement à la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 25/09/2025 :

L'exploitant doit transmettre les consignes écrites précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de ce dispositif de rétention.

Constats du 04/11/2025 :

Par courriel du 29/10/2025, l'exploitant a transmis la procédure de contrôle de l'étanchéité du bassin. Cette dernière prévoit des contrôles hebdomadaires visuels par le personnel du site, des contrôles mensuels des équipements annexes du bassin (vannes, système de relevage...) et un contrôle par un prestataire extérieur sur suspicion de fuite et sur demande. Les vérifications à effectuer sont précisées. Un registre est prévu.

La fréquence minimale annuelle est donc respectée. La procédure respecte la prescription. La mise en demeure est donc respectée. L'astreinte ne fera pas l'objet d'une liquidation à l'issue de cette inspection. Elle sera faite ultérieurement. Il peut donc être retenu la date du 29/10/2025 pour la future liquidation d'astreinte.

Cependant, il apparaît que la prescription relative à cette mesure de maîtrise du risque n'est pas suffisamment robuste pour garantir la protection de l'environnement. Le renforcement de cette prescription fera l'objet d'un rapport distinct.

Type de suites proposées : Prescriptions complémentaires

Proposition de suites : Levée de la mise en demeure, Levée d'astreinte (à liquider ultérieurement)

NC6_2025quater – Mégots de cigarette en zone produits finis

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.13.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.</p> |
| Constats : <p><u>Constats du 25/09/2025 :</u></p> <p>L'inspection a constaté la présence de nombreux mégots de cigarettes dans le regard de la zone de charge d'accumulateurs, dans la zone Nord-Est de l'entrepôt produits finis. D'autres mégots ont été constatés dans la rétention de la zone de traitement des effluents.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 25/09/2025 :</u></p> <p>La zone « produits finis » présente des risques incendie. Son incendie constitue un accident majeur. L'exploitant doit donc faire respecter immédiatement la règle d'interdiction d'apport de feu dans les zones présentant des risques d'incendie.</p> <p><u>Constats du 04/11/2025 :</u></p> <p>L'inspection a constaté l'absence de mégots de cigarette dans la zone de charge d'accumulateurs. L'exploitant indique qu'un rappel fort des consignes a été effectué auprès du personnel. La zone de traitement n'a pas été contrôlée mais celle-ci présente des risques incendie moindres.</p> <p>Ce point est clôturé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suites |